



# Rapport annuel 2006

# AFRIQUE DU NORD

# ET MOYEN-ORIENT

**ENTRE CONFLITS ET DICTATURES : PAS D'EMBELLIE POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Au Maghreb, au Moyen-orient et en Iran, la liberté et la sécurité des journalistes sont mises à rude épreuve. Marquée par la guerre en Irak et le conflit israélo-palestinien, la région a connu une recrudescence de la violence en 2005. Les régimes autoritaires, en place dans la plupart des pays, sont peu favorables au respect des libertés fondamentales et encouragent une répression sévère des médias à coups de législations liberticides. Chefs d'Etat, ministres, responsables des services de sécurité et agents des forces de l'ordre s'en sont pris toute l'année à la presse et à ses représentants. Motifs évoqués : «état d'urgence» en vigueur (Syrie, Egypte), «lutte contre le terrorisme» (Arabie saoudite, Maroc) ou «menace islamiste» (Tunisie). Dans cet ensemble hétéroclite de pays allant de l'Algérie à l'Iran, les agressions, les menaces et les emprisonnements de journalistes sont monnaie courante : 104 professionnels des médias ont été agressés ou menacés en 2005 contre 73 l'année précédente. En Iran, les incarcérations sont souvent accompagnées de torture. En Algérie, une caricature peut entraîner son auteur en prison. En Arabie Saoudite ou au Yemen, les sujets dits «sensibles», tels que la corruption, l'islamisme ou la religion peuvent envoyer ceux qui les traitent derrière les barreaux. Les journalistes arabes ont souvent pour seul refuge l'autocensure... ou l'exil. La plupart de ces Etats détiennent encore le monopole sur la radio et la télévision. Et 70% des 120 chaînes satellites diffusées dans le monde arabe sont officiellement soumises à la supervision d'un gouvernement.

**LA RÉGION LA PLUS DANGEREUSE DU MONDE POUR LES JOURNALISTES**

Avec 27 journalistes tués en 2005, le Moyen-orient a été, pour la presse, la zone la plus meurtrière du globe. L'insécurité qui règne en Irak en est la principale raison. Sur 63 journalistes tués dans le monde en 2005, 24 ont péri dans ce pays. Si la plupart d'entre eux ont perdu la vie en essayant de couvrir les opérations de la guérilla irakienne et le chaos qui règne dans le pays, les terroristes n'ont pas hésité à s'introduire parfois aux domiciles des professionnels de la presse et à les tuer en présence de leurs familles. Les forces américaines ont également été responsables de la mort de douze journalistes. Par ailleurs, six professionnels de la presse irakiens ont été arrêtés par des soldats américains. Soupçonnés de collaboration avec les insurgés, ils ont été séquestrés, pendant de longs mois, en dehors de tout cadre légal. Privés d'avocat, ils n'ont pas eu le droit de recevoir la visite de leurs familles ou de leurs employeurs. Et les correspondants étrangers, plus facilement repérables, restent des cibles privilégiées pour les enlèvements. Sept d'entre eux ont été pris en otages en 2005. La journaliste du quotidien français *Libération*, Florence Aubenas, et son guide irakien Hussein Hanoun al Saadi ont passé plus de cinq mois en captivité avant d'être libérés par leurs ravisseurs. Depuis mars 2003, Fred Nérac, caméraman de la chaîne de télévision britannique *ITV*, est toujours porté disparu.

Pour la première fois au Liban depuis la fin de la guerre civile en 1990, deux journalistes ont été tués. Samir Kassir, journaliste du quotidien arabophone *An-Nahar* et correspondant de la chaîne de télévision *TV5*, et Gebrane Tuéni, député et PDG du même journal, ont tous deux été assassinés dans des attentats ciblés à la voiture piégée. Anti-syriens, réputés pour leur liberté de ton, ils ont fait les frais de la situation extrêmement volatile qui prévaut dans le pays depuis le 14 février 2005, date de l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri. Une autre journaliste, May Chidiac, présentatrice vedette de la chaîne de télévision *LBC* a, elle aussi, été victime d'une tentative d'assassinat qui l'a gravement mutilée. Les professionnels de la presse libanais, qui jouissent d'une liberté éditoriale quasi-inexistante dans le reste du monde arabe, craignent pour leur vie. Certains d'entre eux, dont le nom figurerait sur une «liste noire» qui circule dans les milieux politiques, se sont réfugiés à l'étranger dans l'attente des conclusions définitives du rapport de la commission d'enquête internationale des Nations unies, chargée de faire la lumière sur les circonstances de l'assassinat de Rafic Hariri. Le rapport final est prévu pour juin 2006.

Un journaliste a également été enlevé et torturé à mort en Libye dans des circonstances non encore élucidées. Interrogées à ce sujet, les autorités sont restées silencieuses.

**CENSURE TOUS AZIMUTS**

En Libye, en Iran, en Tunisie, en Syrie et en Arabie saoudite, les gouvernements exercent un contrôle absolu sur l'information. Ces pays figurent parmi les plus répressifs de la planète. Tous ont en point commun d'être dirigés par des hommes qui méprisent profondément la presse indépendante et n'hésitent pas à employer des méthodes autoritaires pour museler les voix dissidentes.

L'Iran demeure la plus grande prison du Moyen-Orient pour les journalistes. Au 1er janvier 2006,

cinq d'entre eux, dont Akbar Ganji, se trouvaient derrière les barreaux. La pression de la communauté internationale et des organisations de défense des droits de l'homme, qui ont maintes fois réclamé la libération du plus célèbre des détenus iraniens, n'a pas suffi à faire fléchir le gouvernement de Téhéran. L'élection de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, le 24 juin 2005, n'a pas facilité les choses. Le dernier trimestre de l'année a été particulièrement répressif. Au moins trente-deux journaux ont été suspendus.

En Tunisie, le régime policier du président Ben Ali, qui contrôle d'une main de fer les médias privés et publics, exerce une répression tous azimuts. Les journalistes qui sortent de la ligne éditoriale établie par le pouvoir s'exposent à un véritable arsenal juridique liberticide, un harcèlement moral et administratif ainsi qu'à des violences policières. Hamadi Jebali, directeur de l'hebdomadaire *Al Fajr*, est emprisonné depuis 1991 pour «diffamation» et «appartenance à une organisation illégale».

La liberté de la presse a également souffert en Algérie et au Maroc, où les gouvernements maintiennent une pression continue sur les professionnels des médias qui les critiquent. Si des journaux indépendants existent dans ces deux pays, leur liberté demeure bien précaire. En Algérie, la situation des journalistes s'est encore détériorée en 2005 avec plus d'une centaine d'affaires de presse enregistrées auprès des tribunaux. L'ancien directeur du *Matin*, Mohamed Benchicou, demeure emprisonné avec plus d'une cinquantaine de plaintes jugées ou instruites contre lui. Son état de santé est inquiétant. Au Maroc, les procès en diffamation se sont multipliés. Même si les journalistes restent relativement libres, les lignes rouges fixées par la Palais ne doivent pas être franchies. Evoquer l'un des sujets tabous, comme la question du Sahara occidental ou la vie du Palais, reste passible de peines de prison. Deux journalistes Anas Tadili et Abderrahman el Badraoui, étaient incarcérés au début de l'année 2006. Fait rare, un journaliste, Ali Lmrabet, a été condamné à dix ans d'interdiction d'exercer son métier.

En Egypte et au Yémen, les agressions se sont multipliées à l'égard des journalistes. Plus de cinquante professionnels de la presse, étrangers ou locaux, ont été harcelés, agressés ou battus lors des élections législatives égyptiennes de novembre 2005. Les nombreuses promesses de dépénalisation des délits de presse faites en 2004 et réitérées en 2005 par le président Hosni Moubarak tardent à se concrétiser. Au Yémen, alors que la liberté de la presse est garantie par la Constitution, les autorités ont fermé des journaux, arrêté et poursuivi les professionnels des médias. Nabil Sabaie, journaliste d'opposition, a été attaqué et poignardé le 12 novembre, à Sanaa, par un groupe d'hommes armés. Des plaintes en «diffamation» ont régulièrement été utilisées par la justice pour punir ceux qui osent critiquer le gouvernement ou aborder des sujets tabous tels que la corruption, l'Islam ou le fonctionnement de la justice.

Le bilan reste mitigé en Israël. Le pays très respectueux de la liberté de la presse à l'intérieur de ses frontières ne l'est pas toujours dans les territoires occupés. Le climat d'insécurité et d'impunité qui a régné dans la bande de Gaza, sous le contrôle de l'Autorité palestinienne, a favorisé l'enlèvement de quatre journalistes étrangers par des gangs locaux.

Lynn Tehini  
Responsable du bureau Maghreb / Moyen-Orient

## ALGÉRIE

---

La situation de la presse algérienne s'est encore détériorée avec un nombre record de procès intentés à des journalistes. Au total, au moins 114 affaires de presse ont été enregistrées en 2005. Elles se sont soldées par une centaine de condamnations à des amendes et des peines de prison fermes ou avec sursis. Rarement des non-lieux. Certaines sont toujours en cours d'instruction. Chaque fois, les journaux sont poursuivis pour «diffamation». Depuis la réélection de d'Abdelaziz Bouteflika en 2004, la presse algérienne est mise à mal. Censures, convocations à répétition, plaintes en diffamation émanant du pouvoir et partialité des juges contraignent souvent les rédactions à

l'autocensure. Cependant, quelques «irréductibles» continuent de faire face, accumulant amendes dissuasives et peines de prison sans pour autant se départir de leur liberté de ton.

Par ailleurs, le directeur du *Matin*, Mohamed Benchicou, est encore incarcéré au 1er janvier 2006, malgré la détérioration de son état de santé. Près d'une cinquantaine de plaintes pour délits de presse ont été jugées ou sont instruites contre lui. Le Président, rancunier, ne lui a toujours pas pardonné sa campagne critique dans le *Matin* et son livre «Bouteflika, une imposture algérienne» paru à la veille de l'élection présidentielle d'avril 2004.

## ARABIE SAOUDITE

---

L'Arabie saoudite est l'un des pays les plus répressifs au monde en matière de liberté de la presse. Les milieux religieux ultraconservateurs et la lutte contre le terrorisme retardent les réformes politiques. Malgré le décès du roi Fahd le 1er août 2005, le prince Abdallah, qui dirigeait déjà le royaume en raison de la santé déclinante de son prédécesseur, n'a pas poursuivi les timides réformes qu'il avait lui-même engagées en 2004. Au «royaume de la censure», la presse est étroitement contrôlée par la famille Al-Saoud. Le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, préside le Haut Conseil des médias et exerce un contrôle sans failles sur l'infor-

mation. Bien que certains quotidiens appartiennent à des investisseurs privés, leur création doit être approuvée par décret royal et le choix de leurs directeurs validé par le gouvernement.

Quant aux chaînes de télévision, elles sont au nombre de quatre et sont présidées par le ministère de la Culture et de l'Information. Mais les Saoudiens les délaissent au profit des chaînes satellites et de plus en plus de foyers sont équipés d'antennes paraboliques malgré l'interdiction officielle. La chaîne *Al-Jazira* est toujours interdite depuis 2003 et les journalistes étrangers obtiennent rarement des visas.

## AUTORITÉ PALESTINIENNE

---

Menaces, agressions et enlèvements : les violences envers les journalistes se sont multipliées en 2005 dans les territoires palestiniens. Le climat d'insécurité et d'impunité qui règne, surtout dans la bande de Gaza, a permis l'enlèvement d'étrangers, notamment de journalistes, par des gangs locaux qui souhaitent souvent, en fin de compte, affaiblir le pouvoir.

Mohammed Ouathi, preneur de son de la chaîne de télévision *France 3*, a été enlevé, à Gaza le 14 août, puis relâché neuf jours plus tard. Lorenzo Cremonesi, journaliste italien du quotidien *Corriere della Sera*, a été kidnappé le 10 septembre 2005, pendant quelques heures.

Dion Nissenbaum et Adam Pletts, respectivement journaliste et photographe pour l'agence de presse américaine *Knight Ridder*, ont été enlevés le 12 octobre à Khan Younes dans le sud de la bande de Gaza par un groupe d'hommes armés et relâchés quelques heures plus tard.

Ces enlèvements n'ont pas donné lieu à des enquêtes sérieuses. Le gouvernement n'a pas non plus pris de mesures afin d'empêcher que ces actes se renouvellent et de mettre fin à un climat d'impunité.

## EGYPTE

---

Sous la pression de l'opposition et des Etats-Unis, le président égyptien Hosni Moubarak a annoncé, le 26 février 2005, qu'il avait demandé au Parlement d'amender la Constitution pour introduire l'élection présidentielle au suffrage universel direct et autoriser les candidatures multiples. Depuis son arrivée au pouvoir en 1981 et la proclamation de l'état d'urgence, un candidat était choisi par le Parlement, largement dominé par le Parti national démocrate (PND), et proposé aux Egyptiens. Malgré l'appel au boycott lancé par le mouvement civil d'opposition Kefaya, accusant le Président de partialité, l'amendement constitutionnel est approuvé par voie référendaire en mai 2005 avec un taux de participation de 53 pour cent. La première élection présidentielle au suffrage universel de l'histoire de l'Égypte s'est tenue le 7 septembre 2005. Une dizaine de candidats étaient en lice.

Réélu, le président Moubarak n'a pas tenu ses engagements pris en 2004, concernant la modification de la loi de 1996 sur les médias et la dépenalisation des délits de presse. Bien au contraire, plusieurs journalistes ont été condamnés à des peines d'emprisonnement pour diffamation. Le 17 avril 2005, trois journalistes travaillant pour le quotidien indé-

pendant *Al-Masry Al Youm*, Alaa el-Ghatrifi, Youssef el-Aoumy et Abdel Nasser El-Zouheiry, ont été condamnés à une année de prison et 1 340 euros d'amende pour «diffamation». Ils ont fait appel.

De plus, les autorités égyptiennes se sont rendues responsables de violences à l'égard des professionnels des médias tout au long de l'année 2005. Le 25 mai, jour du référendum sur la Constitution, un grand nombre de femmes parmi lesquelles dix journalistes égyptiennes et trois occidentales ont été victimes d'agressions de militants du PND et de membres des forces de sécurité. Certaines ont été dévêtues de force, victimes d'attouchements et d'humiliations. Plusieurs d'entre elles ont dû être hospitalisées. Ces actes de violence ont connu une recrudescence lors des élections législatives, du 9 novembre au 7 décembre 2005. Plus de 50 professionnels des médias, travaillant pour des médias locaux ou étrangers tels que *Al Jazira*, *Associated Press*, *BBC*, *Los Angeles Times*, *CNBC*, *Al-Arabiya*, *Reuters*, *Asharq Al-Awsat*, *Al-Masry Al Youm*, *l'AFP*, *El Karameh*, *Al Fajr*, ont été harcelés et molestés. L'autocensure est aussi un problème dans la presse égyptienne. Certains sujets demeurent tabous tels que la religion, la justice ou tout ce qui touche au chef de l'Etat.

## ÉMIRATS ARABES UNIS

---

La Constitution des Émirats arabes unis garantit la liberté de la presse. Pourtant, le contenu éditorial et politique des journaux demeure très contrôlé, notamment celui de la presse arabo-phonie. Les médias anglophones jouissent de plus de liberté. La liste des thèmes autorisés dans la

presse a été mentionnée dans une loi de 1988. En application de ce texte, les journalistes s'autocensurent dès qu'il s'agit de politique intérieure, de la vie des familles régnantes dans l'Émirat, de religion ou des relations avec les pays voisins. La presse étrangère est censurée avant sa distribution.

## IRAK

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, l'Irak est le pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Avec, au 1<sup>er</sup> janvier 2006, 74 reporters et collaborateurs des médias tués depuis le début de la guerre en mars 2003, ce conflit est le plus meurtrier depuis la seconde Guerre mondiale. A cela s'ajoutent les arrestations arbitraires de journalistes par l'armée américaine en dehors de tout cadre légal. Au début de l'année, quatre professionnels des médias étaient retenus à Camp Bucca, à Bassorah. Séquestrés dans des conditions difficiles, ils n'ont pas accès à un avocat et n'ont pas le droit de recevoir la visite de leurs familles ou de leurs employeurs. Les forces américaines n'ont toujours pas présenté de preuves qui démontreraient leur implication dans des actes illégaux. 2005 a également été marquée par une nouvelle vague d'enlèvements de journalistes. Les envoyés spéciaux étrangers, plus facilement repérables, restent des cibles privilégiées. Sept d'entre eux ont été pris en otages cette année. La journaliste française, Florence Aubenas et son traducteur Hussein Hanoun ont été libérés le 12 juin 2005 après 157 jours de détentions. Giuliana Sgrena, journaliste pour *Il Manifesto* italien, a été libérée le 4 mars après un mois passé en captivité. Trois journalistes roumains, Marie-Jeanne Ion, Sorin Dumitru Miscoci, et Eduard Ovidiu Ohanesian, kidnappés le 28 mars 2005, ont été libérés après 55 jours de détention. Par ailleurs, Fred Nérac, disparu depuis le 22 mars 2003 près de Bassorah, n'a toujours pas été retrouvé. Le corps de son interprète libanais, Hussein Othman, avait été identifié en juin 2004, suite à des tests ADN pratiqués par la police militaire britannique.

Mais les journalistes locaux sont ceux qui paient le plus lourd tribut. Ils représentent 95 % des professionnels des médias tués en 2005. Les attentats terroristes et les attaques de la guérilla irakienne, qui constituaient la première source de danger

pour les reporters en 2004 (65% des journalistes morts en 2004) ont laissé place à des agressions ciblées. Les groupes armés n'hésitent pas à s'introduire aux domiciles des professionnels de la presse et à les tuer en présence de leurs familles. Ce fut ainsi le cas pour Adnan Al Bayati, interprète et producteur pour plusieurs médias italiens, qui a été assassiné à son domicile à Bagdad, le 23 juillet 2005. La présentatrice de la chaîne de télévision publique régionale *Iraqiya*, Raeda Mohammed Wageh Wazzan, a été retrouvée morte le 25 février 2005, cinq jours après avoir été enlevée par des hommes masqués.

L'armée américaine s'est également rendue responsable de la mort de trois professionnels des médias. Les enquêtes ouvertes n'ont toujours pas abouti ou ont abouti à des non-lieux. Ainsi, le 26 avril 2005, l'armée a blanchi ses soldats responsables de la mort de l'agent italien Nicola Calipari et de la blessure de la journaliste Giuliana Sgrena au motif que la procédure avait été respectée et que les militaires avaient mis en garde le convoi avant d'ouvrir le feu. Le véhicule conduisant la journaliste à l'aéroport après sa libération avait essuyé des tirs de l'armée américaine. Ahmed Wael al Bacri, réalisateur irakien pour *Al Charkiya*, a été tué au volant de sa voiture alors qu'il s'était approché de trop près d'un convoi américain. Le 28 août 2005, une équipe de l'agence *Reuters* était venue couvrir un incident ayant conduit à la mort de deux policiers irakiens, dans le quartier de Hay al-Adil, à Bagdad. Au moment où il arrivait sur les lieux, Waleed Khaled, preneur de son, a reçu une balle dans le visage et quatre autres dans la poitrine. Le cameraman qui l'accompagnait, Haider Kadhem, a été légèrement blessé. Plus d'une semaine après l'incident, l'armée américaine a reconnu sa responsabilité, déclarant néanmoins que les soldats américains avaient agi «de manière appropriée».

## IRAN

---

L'Iran reste la plus grande prison du Moyen-Orient pour les professionnels des médias. Treize journalistes et webbloggers ont été incarcérés au cours de l'année 2005 et, au 1er janvier 2006, cinq d'entre eux se trouvaient toujours derrière les barreaux. Menaces, interrogatoires, convocations, arrestations et détentions arbitraires sont en nette progression. Les journalistes iraniens ne doivent souvent leur liberté qu'au versement de cautions extrêmement élevées. L'arrivée à la présidence du conservateur Mahmoud Ahmadinejad n'a pas amélioré cette situation.

2005 a été une année particulièrement difficile pour le journaliste iranien Akbar Ganji, maintenu en isolement à la prison d'Evine malgré l'affaiblissement de son état de santé - il ne pèse pas plus d'une cinquantaine de kilos - suite à une grève de la faim, entre-

prise en juillet 2005 et qui a duré plus de 60 jours. La pression croissante de la communauté internationale, qui a plusieurs fois réclamé sa libération, n'a toujours pas porté ses fruits.

D'autres journalistes ont été libérés mais restent étroitement surveillés. C'est le cas de Taghi Rahmani, Reza Alijani et Hoda Saber relâchés en juin 2005 après deux années de détentions. Mais leur procès est toujours en cours et ils peuvent retourner derrière les barreaux à tout moment. Autre arme régulièrement utilisée par la justice : l'interdiction de sortie du pays. C'est le cas des journalistes Issa Saharkiz, Ali Mazroi et Emadoldin Baghi. Ce dernier n'a pu se rendre en France malgré une invitation officielle du gouvernement français qui devait lui remettre, le 12 décembre 2005, le prix de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

## ISRAËL

---

En 2005, les médias israéliens ont été, une fois encore, les seuls de la région à bénéficier d'une véritable liberté de ton. Mais si le pays sait se montrer respectueux de la liberté de la presse sur son territoire, il n'en va pas toujours de même dans les Territoires palestiniens. Les forces de sécurité israéliennes mènent en effet une politique discriminatoire vis-à-vis des journalistes arabes. Les exactions à l'égard des professionnels des médias palestiniens ou travaillant pour des médias arabes tels que *Al-Jazira* ou *Al-Arabiya* se sont multipliées en 2005. L'armée israélienne n'hésite pas à les harceler, les menacer, les convoquer et les arrêter parfois sans jugement. Ainsi, Awad Rajoub, journaliste palestinien du site Internet de la chaîne satellitaire arabe *Al-Jazira*, a été arrêté le 30 novembre 2005. Au 1er janvier 2006, il était toujours détenu. L'armée israélienne a affirmé que son arrestation à son domicile de Doura n'avait aucun lien avec sa profession.

Une dizaine de journalistes, presque exclusivement arabes israéliens, ont été convoqués par les services

de sécurité généraux (Shabak), qui les ont interrogés sur leur travail, ainsi que sur leurs affiliations politiques. Ils seraient soupçonnés d'entretenir des liens avec le Hezbollah libanais.

Le 4 novembre, Nabil Al-Mazzawi, cameraman d'Al-Jazira en Cisjordanie, a été frappé puis retenu pendant plusieurs heures par des soldats israéliens alors qu'il filmait une manifestation contre le «Mur» de séparation construit par Israël. Le 2 janvier, Majdi al-Arabi, cameraman de la chaîne de télévision israélienne *Channel 10*, a été atteint de deux balles dont l'une à l'estomac et l'autre à la jambe alors qu'il filmait l'incursion de soldats israéliens à Beit Hanoun (nord de Gaza).

Enfin, en 2005, une journaliste française, Houda Ibrahim, de la radio RMC Moyen-Orient et mandatée par le gouvernement français afin d'assurer la formation de jeunes journalistes palestiniens, a été refoulée après avoir tenté d'entrer en Cisjordanie par la frontière jordanienne.

## LIBAN

---

2005 a été une année noire pour les médias au Liban, traditionnellement leader du monde arabe en matière de liberté de la presse. Les journalistes libanais ont payé cher le prix de la situation sécuritaire fragile que vit le pays depuis le 14 février 2005, date de l'attentat contre l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri. Trois professionnels des médias ont été victimes d'attentats ciblés. Samir Kassir, éditorialiste au quotidien arabophone *An-Nahar* et correspondant de la chaîne de télévision *TV5*, a péri dans une attaque à la voiture piégée le 2 juin. Gebrane Tuéni, député et

PDG du même quotidien a lui aussi perdu la vie dans un attentat le 12 décembre. La présentatrice vedette de la chaîne de télévision *LBC* May Chidiac a survécu à la bombe placée sous le siège conducteur de sa voiture. Mais la journaliste a été gravement mutilée. Dans l'attente des conclusions définitives du rapport de la commission d'enquête internationale, chargée de faire la lumière sur l'assassinat de Rafic Hariri, les journalistes libanais demeurent sous pression et vivent dans l'insécurité. Certains d'entre eux se sont réfugiés à l'étranger.

## LIBYE

---

La liberté de la presse reste n'existe pas au pays du «frère leader», Mouammar Kadhafi. Les médias sont entièrement contrôlés par l'Etat. Même *Al-Zhafa al-Akhdar*, le quotidien officiel, a été suspendu plusieurs fois pour avoir publié des articles qui avaient déplu au pouvoir. Un professionnel des médias a été tué en 2005. Daif Al Ghazal, 32 ans, a été torturé à mort, le 21 mai, dans des circonstances obscures. Les autorités, qui avaient promis d'enquêter sur cette affaire, restent silencieuses. Les articles qu'il publiait sur le site *libya-alyoum.com* («Libye aujourd'hui»), journal en ligne d'opposition - basé à Londres - étaient fortement critiques à l'égard du Mouvement des comités révolutionnaires (MDC) et du pouvoir.

Au 1er janvier 2006, deux journalistes étaient encore derrière les barreaux : Abdel Razak Al Mansouri, condamné à 18 mois d'emprisonnement pour certains articles critiques du pouvoir libyen diffusés sur Internet et Abdullah Ali al-Sanussi qui détient le triste record de la plus longue incarcération du monde pour un journaliste. Il est en prison depuis 1973 sans inculpation ni procès. Son lieu de détention demeure inconnu. Il n'est même pas certain qu'il soit encore vivant.

Malgré le changement d'attitude du président Kadhafi à l'égard de l'occident, qui lui avait valu une levée des sanctions économiques en 2004, les libertés continuent d'être totalement bafouées dans le pays.

## MAROC

En 2004, les autorités marocaines avaient montré quelques signes encourageants pour la liberté de la presse. Cette avancée fut de courte durée. Deux journalistes ont été incarcérés en 2005 pour «diffamation». L'un d'eux, Anas Tadili, directeur de l'hebdomadaire *Akhbar Al Ousboue*, était toujours emprisonné au 1er janvier 2006. Une dizaine d'autres plaintes contre lui sont en cours d'instruction. Le second, Abderrahmane El Badraoui, ancien directeur de l'hebdomadaire *Al-Moulahid Assiyassi*, a bénéficié d'une grâce royale, le 15 décembre 2005, après trois ans et demi de détention dans des conditions difficiles.

D'autres moyens sont également utilisés par le pouvoir pour faire taire les voix dissidentes. Deux hebdomadaires arabophones *Al Hayat al Maghribia* (La vie marocaine en arabe) et *Asharq* (L'Est) ont été suspendus en janvier 2005, pour une période de trois mois. Et pourtant, les journalistes marocains restent relativement libres d'exercer leur métier. Tant qu'ils ne franchissent pas les lignes rouges fixées par le Palais royal : à savoir, la question territoriale (le Sahara occidental), la question politico-religieuse (tout ce qui touche au roi) ainsi que les différents trafics dans lesquels sont parfois impliqués de hauts responsables du Royaume.

Le journaliste Ali Lmrabet a été condamné à dix ans d'interdiction d'exercer son métier au Maroc et à une amende de 50 000 DH (4500 euros) par la cour d'appel de Rabat, le 23 juin 2005 pour un sujet concernant les Sahraouis de Tindouf. Il a été régulièrement harcelé et suivi par les services de renseignements marocains lors de ses déplacements au Maroc. Hassan Rachidi, directeur du bureau d'*Al-Jazira* à Rabat, a été menacé de mort après la diffusion sur la chaîne qatarie d'un repor-

tage sur des manifestations étudiantes dans le Sahara occidental. Les conditions de travail dans cette zone sont particulièrement difficiles pour les professionnels des médias qu'ils soient locaux ou étrangers. Plus de dix journalistes y ont été agressés, interpellés ou encore expulsés en 2005.

Par ailleurs, l'hebdomadaire *Al Jarida Al Oukhra* a reçu un «avertissement» du directeur du protocole et de la chancellerie, Abdelhak El Mrini, après la parution, le 6 avril 2005, d'un dossier sur la vie quotidienne de la princesse Lalla Salma, épouse du roi. Nouredine Miftah et Maria Moukrim, respectivement directeur de publication et journaliste de l'hebdomadaire *Al Ayam*, ont été convoqués par le procureur du roi après la publication d'un dossier sur le harem royal. Le journal *TelQuel* a été condamné par le tribunal de Casablanca en première instance à deux amendes pour deux affaires différentes d'un montant total de 1 960 000 DH (180 000 euros) au total. L'hebdomadaire a été condamné, le 29 décembre 2005, à 800 000 dirhams (72 000 euros) d'amende en appel du 1er procès. Ahmed Benchemsi et Karim Boukhari, respectivement directeur de la publication et chef des actualités, ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis. Ces amendes peuvent mettre en péril la survie même de ces publications.

Dans le même temps, le Centre européen de recherche, d'analyse et de conseil en matière stratégique (ESISC), basé à Bruxelles, a porté plainte contre *Le Journal Hebdomadaire*. Motif invoqué : la publication d'un dossier mettant en cause l'objectivité d'une étude réalisée par l'organisation belge sur le Front Polisario, un mouvement sécessionniste du Sahara Occidental. Le procès devrait se tenir au début de l'année 2006.

## SYRIE

---

Il n'existe toujours pas de presse libre et indépendante en Syrie. La population n'a aucune autre source d'information que les médias d'Etat, relais dociles de la propagande officielle. De plus en plus isolé sur la scène diplomatique, notamment depuis l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, le 14 février 2005, le président Bachar el-Assad continue de contrôler scrupuleusement l'information diffusée dans le pays. L'ensemble de la presse est soumis aux relectures du bureau de la censure dirigé par les services secrets du parti Baas au pouvoir. Les correspondants étrangers

sont surveillés et obtiennent rarement des accréditations. La chaîne satellitaire arabe *Al-Jazira* n'a toujours pas été autorisée à ouvrir un bureau.

La Syrie est également l'un des pays les plus répressifs en matière de liberté d'expression en ligne. Elle censure les sites d'informations indépendants et d'opposition, bloque les publications qui touchent directement à la politique syrienne, et surveille le Net pour faire taire les voix dissidentes. Elle n'hésite pas à emprisonner les internautes et les bloggers.

## TUNISIE

---

**A** lors qu'en 2005, les Etats-Unis se sont félicités, à tort, de mesures prises en faveur de la liberté de la presse en Tunisie, le régime policier mis en place par le président Ben Ali n'a pas accordé plus de libertés aux journalistes. Aidées dans cette tâche par un redoutable arsenal policier (130 000 agents), les autorités tunisiennes - hôtes du Sommet mondial sur la société de l'information, organisé par les Nations unies, du 16 au 18 novembre 2005 - s'en sont prises aux défenseurs des droits de l'homme, aux figures de l'opposition et aux journalistes.

Le 7 septembre 2005, le Syndicat des journalistes tunisiens (SJT), qui regroupe plus de 150 journalistes, a été interdit de tenir son congrès constitutif. Pourtant, «la liberté syndicale est garantie» par la Constitution et le code du travail de 1966. Début

2006, deux militants de la liberté d'expression étaient encore derrière les barreaux : Hamadi Jebali, directeur de l'hebdomadaire *Al Fajr*, est emprisonné depuis 1991 pour «diffamation» et «appartenance à une organisation illégale». Et l'avocat Mohammed Abbou, a été condamné, le 28 avril 2005, à un an et demi de prison pour un article écrit sur le Web.

La journaliste Sihem Bensedrine, directrice du magazine en ligne *Kalima* et militante des droits de l'homme, a fait l'objet d'une campagne de presse obscène. Plusieurs quotidiens proches du pouvoir, dont *Al-Chourouk*, *Al-Hadith* et *As-Sarih*, ont publié des articles insultants dans lesquels ils l'ont accusée, entre autres, de vendre sa conscience et de «louer son dos» (se prostituer en pratiquant la sodomie).

## YÉMEN

---

**P**as d'amélioration pour la liberté de la presse au Yémen en 2005. Le président Ali Abdallah Saleh qui s'était plusieurs fois engagé à «œuvrer pour mettre un terme aux peines d'emprisonnement pour délits de presse» n'a pas tenu ses promesses. Deux journaux d'opposition ont été condamnés à des amendes et suspendus pour «diffamation» et quatre journalistes ont été interdits d'écrire pour des périodes allant de six mois à un an.

De nombreux journalistes ont également été interpellés, agressés ou menacés au cours des derniers mois de l'année 2005 après avoir enquêté sur des affaires de corruption ou des sujets dits «sensibles» qui touchent le président Ali Abdallah Saleh ou son entourage. Les voies «légales» ne sont pas les seules employées. Nabil Sabaie, journaliste indépendant a été attaqué, en plein jour, dans une grande rue de

la capitale par un groupe d'hommes armés qui l'a bousculé puis poignardé. Il n'est pas le seul. Khaled el Hammadi, correspondant du *Quds al Arabi*, journal arabe basé à Londres, a été tabassé puis détenu pendant plus de 30 heures par des militaires après avoir enquêté sur les circonstances de crashes d'avions militaires. Jamal Amer, rédacteur en chef de l'hebdomadaire indépendant *al-Wassat*, a été enlevé et battu par des hommes armés conduisant une voiture de la garde présidentielle.

Le syndicat des journalistes yéménites a plusieurs fois exprimé son inquiétude sur ces atteintes à la liberté de la presse. Son secrétaire général, Hafez El-Bukari, a démissionné, le 27 novembre 2005, en signe de protestation à l'égard du gouvernement et de certains partis politiques qui «tentent de marginaliser le rôle du syndicat,» a-t-il déclaré.